



Organisation des  
États Américains



## COMITÉ INTERAMÉRICAIN CONTRE LE TERRORISME (CICTE)

ONZIÈME SESSION ORDINAIRE  
17 mars 2011  
Washington, D.C.

OEA/Ser.L.X.2.11  
CICTE/doc.4/11 rev. 1  
31 mars 2011  
Original: Anglais

### PLAN DE TRAVAIL DU COMITÉ INTERAMÉRICAIN CONTRE LE TERRORISME POUR 2011

(Adopté à la Troisième séance plénière tenue le 17 mars 2011)

## PLAN DE TRAVAIL DU COMITÉ INTERAMÉRICAIN CONTRE LE TERRORISME POUR 2011

(Adopté à la Troisième séance plénière tenue le 17 mars 2011)

Le principal objectif du Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE) est de promouvoir et de développer la coopération entre les États membres afin de prévenir; combattre et éliminer le terrorisme, conformément aux principes de la Charte de l'Organisation des États Américains et de la Convention interaméricaine contre le terrorisme, dans le total respect de la souveraineté des États, du principe du droit, du droit international, incluant le droit humanitaire international, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés.

Les responsabilités du Secrétariat sont prescrites à la fois dans les Statuts du CICTE et dans le Règlement ..

Le Secrétariat est une unité du Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains (OEA).

Par l'exécution de ce plan de travail, le Secrétariat du CICTE continuera de garantir une évaluation efficace de ses programmes et produira tous les six mois auprès des États Membres un rapport sur les résultats d'évaluation et sur la mise en application des mandats qui lui sont attribués.

### SECTION 1. MANDAT / SOURCE

#### 1. DÉCLARATIONS DU CICTE

##### **Déclaration de Panama sur la protection de l'infrastructure critique dans le continent américain face au terrorisme, CICTE/DEC. 1/07**

“11. Leur requête auprès du Secrétariat du CICTE afin de promouvoir au sein des États Membres des activités éducatives et d'apprentissage destinées à créer une culture publique de prise de conscience et de sensibilisation à l'infrastructure critique.”

#### 2. DÉCISIONS DU CICTE

**Sécurité en matière de tourisme et d'installations de loisir dans les Amériques** (décision adoptée à la Huitième Session ordinaire du CICTE)  
CICTE/doc.12./08, Compte rendu du Rapporteur de la Huitième Session ordinaire du Comité interaméricain contre le terrorisme

**SECTION 1.  
MANDAT / SOURCE**

“Charger le Secrétariat “de continuer à fournir l’assistance technique et la capacitation aux États Membres, comme il convient, sur la sécurité en matière de tourisme et d’installation récréatives, en tenant compte des résultats du projet pilote et des réalités spécifiques ainsi que des besoins du secteur touristique des États Membres.”

**3. RÉSOLUTIONS DE L’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L’OEA**

**Appui à la tâche du Comité interaméricain contre le terrorisme, AG/RES.2536 (XL-O/10)**

“9. De charger le Secrétariat du CICTE de mettre en œuvre les programmes et les projets approuvés dans le Plan de travail 2010 du Comité.”

**La protection des droits de la personne et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, AG/RES.2580 (XL-O/10)**

“ 9. De prier instamment les organes, organismes et entités compétents de l’OEA, en vertu des mandats qui leur ont été confiés, de fournir, lorsque la demande leur est faite, une assistance technique visant à renforcer la capacité des États Membres d’élaborer et d’exécuter des programmes d’assistance et d’appui aux victimes du terrorisme conformément aux lois nationales.”

**Appui à la mise en œuvre à l’échelle continentale de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2004) AG/RES. 2534 (XL-O/10)**

“3. D’inviter le Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE) à renforcer, dans son domaine de compétence, la coopération entre le Comité 1540 et l’Organisation des États Américains.”

**Préoccupations particulières des petits États insulaires de la Caraïbe en matière de sécurité , AG/RES. 2485 (XXXIX-O/09)**

5. De renouveler la demande faite au Secrétariat, par le truchement du Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle et des organes, organismes et entités pertinents du système interaméricain, et en collaboration, selon le cas , avec la société civile et le secteur privé, ainsi que des institutions multilatérales pertinentes pour qu’il soutienne, , dans leurs sphères de compétence et dans leurs programmes, les efforts continus des petits États insulaires qui visent à :

a. Renforcer les systèmes de surveillance de la criminalité aux échelles nationale, sous-régionale et régionale, en tenant

**SECTION 1.  
MANDAT / SOURCE**

compte des initiatives en cours d'exécution ou d'élaboration au sein de la Communauté des Caraïbes (CARICOM);

b. Améliorer les systèmes et capacités de sécurité des frontières, y compris la sécurité des transports, les dispositifs de sécurité dans les aéroports, ports et frontières terrestres, et porter assistance aux autorités chargées des contrôles frontaliers dans les petits États insulaires pour qu'elles aient accès à des informations critiques;

c;

d...;

e...;

f. Promouvoir la coopération technique et le développement des capacités institutionnelles en vue de renforcer la capacité d'intervention et d'atténuation des effets des catastrophes naturelles ou anthropiques dans les petits États insulaires, ainsi que les capacités de gestion de crise, y compris renforcer la capacité de reconstruire, offrir une formation à l'assistance humanitaire ainsi qu'aux opérations de recherche et de sauvetage, et rehausser la protection de l'infrastructure critique, ainsi que la sécurité des installations touristiques et récréatives, ainsi que la conduite d'exercices de simulation

g. Offrir une formation et une assistance technique en matière législative dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, du financement du terrorisme, de la sécurité et du délit cybernétiques;

h .Améliorer la coordination entre les organes, organismes et entités de l'OEA et les organisations régionales et sous-régionales, y compris l'Agence d'exécution en matière de sécurité (IMPACS) et le Système de sécurité régional (SSR) de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), sur les questions liées aux préoccupations particulières des petits États insulaires en matière de sécurité, de manière à les sensibiliser à ces questions et éviter le chevauchement des efforts en réponse à ces préoccupations; et

...

**Préoccupations particulières des petits États insulaires de la Caraïbe en matière de sécurité, AG/RES. 2397 (XXXVIII-O/08)**

“ 6. De demander à nouveau au Secrétariat général, par le truchement du Sous-secrétariat à la sécurité multidimensionnelle et des

**SECTION 1.  
MANDAT / SOURCE**

organes, entités, et organismes pertinents du Système interaméricain, comme le Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI); la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), le Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE); la Commission interaméricaine des ports (CIP); le Comité consultatif de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes (CIFTA), la Commission interaméricaine sur la réduction des catastrophes naturelles (CIRDN), et l'Organisation interaméricaine de défense (JID) d'appuyer, dans leurs sphères respectives de compétence et dans leurs programmes, les efforts que déploient sans relâche les petits États insulaires pour faire face à leurs préoccupations particulières en matière de sécurité et de défense, particulièrement dans les domaines suivants:

- a. L'élaboration de programmes de formation et de propositions de plans stratégiques et de coopération qui permettent aux organismes de sécurité dans les petits États insulaires de faire face aux nouvelles menaces à la sécurité, à leurs préoccupations, et aux défis qui se posent dans ce domaine;
- b. La fourniture d'une assistance aux autorités chargées des contrôles frontaliers dans les petits États insulaires pour l'accès à des renseignements critiques, l'amélioration de leurs systèmes de contrôle des frontières; la sécurité des transports, y compris celle des ports maritimes et des aéroports, et le renforcement de leurs capacités de contrôle des frontières;
- c. Le renforcement de la capacité des petits États insulaires à lutter contre le trafic illicite des stupéfiants et des armes à feu;
- d. ...;
- e. L'organisation d'une formation à la simulation informatique et à d'autres manœuvres de cette nature pour renforcer la capacité en matière de gestion et d'atténuation dans les États en cas de catastrophes d'origine naturelle et anthropique;
- f. L'offre de formation et la fourniture d'une assistance technique sur la législation dans les domaines de la lutte et du financement du terrorisme, de la cybersécurité et des délits cybernétiques;
- g. La prestation d'une assistance technique et le renforcement des capacités en vue de la sécurité des installations touristiques et récréatives.
- h. L'amélioration de la coordination entre les organes, organismes et entités de l'OEA sur les questions ayant trait aux préoccupations

**SECTION 1.  
MANDAT / SOURCE**

particulières des petits États insulaires en matière de sécurité de façon à assurer la conscientisation et empêcher les doubles emplois.

e. ;...”

**Adoption d'une Stratégie interaméricaine intégrale en matière de cybersécurité: une approche multidimensionnelle et pluridisciplinaire de la création d'une culture de cybersécurité, AG/RES. 2004 (XXXIV-O/04)**

“7. Demander aux secrétariats du CICTE et de la CITEL, et au Groupe d'experts gouvernementaux sur la cybercriminalité de la REMJA d'aider les États membres, à leur demande, dans la mise en œuvre des éléments respectifs de la stratégie ...”

<b>SECTION II. PROGRAMMES DU SECRÉTARIAT, PROJETS, ET ACTIVITÉS</b>			
DOMAINE DE TRAVAIL	PROGRAMME	PROJET	ACTIVITÉ
<b>1. CONTRÔLES FRONTALIERS</b>	A. SÉCURITÉ MARITIME	1. Évaluation des besoins de formation en matière de sécurité portuaire et suivi de la formation.	Évaluation des besoins de formation dans 12 ports du Continent américain  Suivi des plans de formation dans 12 ports du Continent américain
		2. Formation et exercices pratiques en matière de gestion de crise dans les installations portuaires.	2 exercices de simulation
		3. Ateliers sur les pratiques optimales dans la mise en œuvre des normes internationales de sûreté maritime (en incluant le code ISPS).	3 ateliers sous-régionaux
		4. Ateliers de formation sur les exercices d'évacuation en matière de sécurité maritime (Manuel de l'APEC).	2 ateliers
		5. Atelier sous-régional et national sur la gestion et l'évaluation des risques maritimes	2 ateliers
	B. SÉCURITÉ AÉRIENNE	1. Cours de formation.	7 cours
		2. Cours de formation sous-régionaux	4 cours
		3. Bourses d'étude pour des cours de formation auprès de l'OACI.	35 bourses d'études
	C. PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA FRAUDE	1. Cours de formation.	4 cours
		2. Ateliers sous-régionaux de meilleures pratiques	3 ateliers
	D. IMMIGRATIONS ET DOUANES	Formation aux opérations de sécurité aux douanes dans les aéroports et ports principaux	1 cours sous-régionaux

<b>SECTION II. PROGRAMMES DU SECRÉTARIAT, PROJETS, ET ACTIVITÉS</b>			
DOMAINE DE TRAVAIL	PROGRAMME	PROJET	ACTIVITÉ
		Évaluation de l'interdiction du fret aérien et cours de formation	6 cours
	E. ASSISTANCE POUR LA MISE EN APPLICATION DE LA RES 1540 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU	Sécurité frontalière et autre capacitation et assistance juridique pour la détection et la prévention du trafic illicite d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques, leurs moyens de livraison, et d'autres matériels connexes.	À déterminer après identification des modalités de financement
<b>2. ASSISTANCE JURIDIQUE ET LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME</b>	A. ASSISTANCE DANS LE DOMAINE LÉGISLATIF	1. Missions d'assistance technique et législative avec de hauts officiels gouvernementaux sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre le terrorisme et les instruments juridiques contre le terrorisme.	2 missions
		2. Formation spécialisée dans les pays aux procureurs, aux juges et aux officiers chargés de faire respecter la loi..	3 cours
		3. Formation régionale et sous-régionale et conférences ministérielles sur la coopération internationale pour le développement des cadres juridiques dans la lutte contre le terrorisme.	1 activité
	B. LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME	Assistance technique et ateliers de formation pour renforcer la législation, l'exécution et le déploiement d'efforts visant à combattre le financement du terrorisme. .	3 ateliers 1 mission d'assistance technique
<b>3. PROTECTION DE L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE</b>	A. CYBERSÉCURITÉ	1. Atelier sur la coordination régionale et le partage d'informations.	1 atelier sous-régional
		2. Cybersécurité avancée et Formation au CSIRT Formation de développement	1 cours sous-régional



<b>SECTION II. PROGRAMMES DU SECRÉTARIAT, PROJETS, ET ACTIVITÉS</b>			
DOMAINE DE TRAVAIL	PROGRAMME	PROJET	ACTIVITÉ
		3. Sécurité informatique sous-régionale et cybercriminalité, ateliers de meilleures pratiques et CSIRT, formation de développement	2 ateliers sous-régionaux
		4. Atelier sur les meilleures pratiques dans l'utilisation d'Internet à des fins terroristes.	1 atelier
	B. SÉCURITÉ DU TOURISME	1. Secteur privé et gouvernements locaux: Réunions d'actionnaires, cours de formation en sécurité touristique	4 ateliers "de partenaires"  4 Cours de formation sur la sécurité du personnel du secteur touristique à travers le Continent américain  4 évaluations du suivi
		2. Assistance technique pour l'application des mesures de sécurité pour les événements majeures, en incluant la participation du secteur privé local	1 Atelier régional  2 Missions d'assistance technique
	C. PROTECTION DE L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE	Ateliers d'assistance technique et/ou missions d'assistance auprès des représentants de gouvernement pour développer, évaluer et améliorer leurs plans nationaux de protection des infrastructures stratégiques.	À déterminer après identification du mode de financement
<b>4. RENFORCEMENT DES STRATÉGIES FACE AUX MENACES TERRORISTES ÉMERGEANTES</b>	A. GESTION DE CRISE	Exercices de renforcement des capacités à l'intention des représentants de gouvernement en réponse à une attaque terroriste visant les efforts de développement ou de renforcement des institutions ou renforcement des stratégies ou mécanismes nationaux pour affronter ce genre de crise.	2 simulation (table ronde) d'exercices de gestion de crise.  2 Évaluations du suivi postérieurement à l'exercice  2 Mission d'assistance technique après évaluation

<b>SECTION II. PROGRAMMES DU SECRÉTARIAT, PROJETS, ET ACTIVITÉS</b>			
<b>DOMAINE DE TRAVAIL</b>	<b>PROGRAMME</b>	<b>PROJET</b>	<b>ACTIVITÉ</b>
<b>5. COORDINATION ET COOPÉRATION INTERNATIONAL ES</b>	PARTENARIATS	Créer et renforcer les partenariats avec les organisations internationales, multilatérales, régionales et sous-régionales ainsi qu'avec les agences techniques et les agences de sécurité des États Membres du CICTE, les autres pays et les services du Secrétariat général de l'OEA, et maintenir les États Membres informés de manière appropriée.	Participation aux conférences, notes, visites officielles, réunions de coordination
		Atelier multilatéral et intercontinental entre le Conseil de l'Europe et l'OEA-CICTE sur les victimes du terrorisme (pour partager quelques expériences et les meilleures pratiques)	1 atelier

ENTITÉS INTERAMÉRICAINES ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES TRAVAILLANT  
EN COLLABORATION AVEC LE SECRÉTARIAT DU CICTE

**A. Organes, organismes et entités du système interaméricain**

A.1 Secrétariat général de l'OEA

1. Département du droit international
  - Département de la coopération juridique
2. Secrétariat aux questions administratives et financières (SAF)
  - Département des services de l'information et de la technologie
3. Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)
4. Secrétariat de la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL)
5. Secrétariat exécutif du Comité interaméricain des ports (CIP)
7. Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI)
8. Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle
  - Département de la sécurité publique
  - Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)

A.2 Autres organes, agences et entités

1. Groupe de travail sur la cybercriminalité créé par la Réunion des Ministres de la justice des Amériques (REMJA)
2. Organisation panaméricaine de la santé (OPS)

**B. Organisations internationales, régionales et sous-régionales**

1. APEC
2. Association des commissaires de police de la Caraïbe (ACCP)
3. Association des États de la Caraïbe (ACS)
4. Association des chefs de police d'Amérique Centrale
5. Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC)
6. CARICOM
7. Agence d'exécution de la CARICOM en matière de sécurité
8. Système d'intégration centraméricaine (SICA)
9. Secrétariat du Commonwealth
10. Conseil de l'Europe (CODEXTER)
11. Conseil de l'Union Européenne
12. Groupe Egmont
13. Groupe d'action anti-terroriste des pays du G8 (G8 CTAG)
14. Groupe d'action financière (GAFI)
15. GAFISUD

16. Groupe des experts sur la sécurité aérienne, la sécurité et l'assistance (GEASA)
17. Banque interaméricaine de développement (BID)
18. Association internationale des chefs de police (IACP)
19. Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
20. Organisation maritime internationale (OMI)
21. Fonds monétaire international (FMI)
22. Office des migrations internationales (OMI)
23. INTERPOL
24. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) –Unité d'action contre le terrorisme
25. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)
26. Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (FRA-ANASE)
27. Système de sécurité régional des États de la Caraïbe orientale (RSS)
28. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations Unies (CTED)
29. Équipe spéciale de lutte antiterroriste des Nations Unies (UN CTITF)
30. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)
31. Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention de la criminalité et le traitement de la délinquance (ILANUD)
32. Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans la Caraïbe (UNLiREC)
33. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC)
34. Comité de la Résolution 1267 du Conseil de sécurité des Nations Unies
35. Comité de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies
36. Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (WHTI)
37. Banque mondiale
38. Organisation mondiale des douanes (OMD)